



SEMAINE EUROPEENNE DE LA MICROFINANCE

Luxembourg, 2-4 novembre 2011

Allocution d'ouverture de

Madame Marie-Josée JACOBS

Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Altesse royale,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Chers membres de la *Plateforme européenne de la microfinance*,

C'est pour moi un énorme plaisir et une grande satisfaction de pouvoir vous souhaiter à nouveau et au nom du gouvernement luxembourgeois, comme *supporter* de la première heure de la *Semaine européenne de la microfinance*, une chaleureuse bienvenue au Grand-Duché. Cette année le plaisir est doublé du fait que la *Plateforme européenne de la microfinance* fête son 5^e anniversaire. Je voudrais donc profiter de cette occasion pour exprimer aux responsables et aux membres de la Plateforme mes sincères félicitations pour le chemin accompli dans le cadre de ce réseau qui se distingue par sa nature multidisciplinaire tout en restant concentrer sur l'objet de ses réflexions et de ses travaux. Mes meilleurs vœux de succès

vous accompagnent sur la prochaine étape de votre entreprise commune. Le gouvernement luxembourgeois se sent privilégié d'avoir été et de rester à vos côtés pour développer, affiner et promouvoir un environnement sain et des instruments efficaces pour une finance inclusive.

Manifestement les organisateurs ont trouvé la formule qui séduit, car depuis sept ans l'Abbaye de Neumünster héberge chaque année un nombre croissant de participants pour échanger sur les aspects les plus variés autour de la microfinance et de la finance inclusive. Bien sûr, si le nombre de participants en hausse témoigne de l'attrait de l'événement, c'est avant tout par la qualité des débats que la *Plateforme européenne de la microfinance* convainc lors de son grand rendez-vous annuel. Ceci n'est bien entendu pas le succès d'un moment précis, mais plutôt la culmination d'expériences faites, de contributions apportées et d'efforts déployés pendant toute l'année dans des fora et des lieux parsemés autour du globe. Permettez-moi de remercier à cet égard tout particulièrement les collègues du Secrétariat de la Plateforme et les membres de son Conseil d'administration pour leur engagement dévoué, mais aussi toutes celles et tous ceux qui s'investissent sans compter dans les groupes d'action, sur le terrain et pendant les discussions lancées en ligne.

Le thème de la rencontre de cette année – « Une finance inclusive pour des populations exclues » - me semble particulièrement bien choisi : tout d'abord parce que, dans le contexte d'une atmosphère économique mondiale morose, les plus démunis risquent une fois de plus de souffrir d'une situation internationale qui échappe complètement à leur contrôle ; ensuite parce que, dans le passé récent, la microfinance a subi quelques revers par le

comportement irresponsable de certains. Une reconcentration sur l'objectif central est donc de mise.

A cet égard – et même devant un public averti comme celui que vous êtes – il me semble opportun de rappeler les deux piliers de base d'une finance inclusive efficace et durable dans la lutte contre la pauvreté, à savoir, d'une part, l'impact social et, d'autre part, la viabilité économique. C'est d'ailleurs ce même message que je ne me fatiguerai pas de faire entendre dans toutes mes rencontres au niveau politique international. Que ce soit, comme la semaine dernière à Dakar, en réunion avec le Gouverneur de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest ; que ce soit au Conseil des ministres européens de la coopération au développement le 14 novembre prochain à Bruxelles ; lors du Forum sur l'efficacité de l'aide à la fin du mois à Busan en Corée ou encore à la réunion de l'ONU sur le Financement du développement en décembre à New York, comptez sur moi pour mettre en garde contre toutes sortes d'excès et de laxismes dans la coopération au développement en général et en matière de microfinance en particulier. L'enjeu est bien trop important et bien trop complexe pour céder aux solutions de facilité.

Ceci dit, et sur arrière-fond de ce constat réaliste, je crois tout de même déceler une tendance encourageante dans la manière de laquelle la communauté internationale perçoit et continue à s'approprier la finance inclusive. En effet, depuis qu'en 2002 l'importance de la microfinance pour le développement économique et social a été reconnue dans le *Consensus de Monterrey sur le financement du développement*, l'Année internationale du microcrédit a laissé des traces indélébiles dans le paysage du développement. La conférence de Doha en 2008 a reconnu que « la

microfinance, y compris le microcrédit, sont efficaces pour créer des emplois indépendants et productifs qui sont susceptibles de contribuer à la réalisation des OMD », et lors de son sommet d'octobre 2010 à Séoul, le G-20 a lancé le *Partenariat mondial pour l'inclusion financière*. Ma liste des grandes étapes franchies n'est peut-être pas exhaustive et sans doute aurait-on pu souhaiter un progrès plus rapide dans la reconnaissance de l'utilité de la finance inclusive. Toujours est-il que je suis rassurée par le passage du rapport du Secrétaire général de l'ONU en vue de la prochaine réunion sur le financement du développement. En effet, il souligne que « l'idée d'un accès universel aux services financiers a acquis une priorité accrue dans les programmes d'action. Cette idée part du principe que l'accès à une large gamme de services financiers pour les groupes pauvres et défavorisés de la population et pour les petites et moyennes entreprises est salubre pour le développement et la mobilisation des ressources internes » (fin de citation). Ce sont là des bases solides sur lesquelles il faut continuer le travail, au niveau politique comme dans l'opérationnel.

Vos contributions aux échanges annuels durant la *Semaine européenne* plongent justement leurs racines dans la pratique journalière de la microfinance dans des contextes et à des niveaux très divers. C'est précisément la diversité de vos expériences qui fait la richesse de vos débats et des conclusions qui peuvent en être tirées. Cette année encore, les discussions que vous mènerez sur des sujets aussi passionnants que l'innovation en microfinance, la recherche, la protection du consommateur, l'impact en milieu rural, les possibles réponses au changement climatique, les responsabilités au niveau des IMF et dans les banques centrales – et j'en passe – seront dûment documentées et consignées dans le corpus désormais significatif des publications de la *Plateforme européenne de la microfinance*.

Je ne peux qu'encourager une très large diffusion de ces documents excessivement riches en analyses et informations, de sorte qu'ils puissent – comme ici au Luxembourg – alimenter à leur tour le débat politique national et international sur la lutte contre la pauvreté en général et sur l'efficacité de la finance inclusive en particulier.

C'est dans cet esprit que je me réjouis de pouvoir d'ores et déjà exprimer ma conviction que les sessions de travail qui sont devant nous, seront des plus instructives et des plus utiles.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

J'ai à présent le privilège de m'adresser tout particulièrement à SAR la Grande-Duchesse Maria Teresa pour la remercier non seulement de sa présence parmi nous en dépit d'une extinction de voix qui l'empêchera de s'adresser directement à vous, mais surtout de son engagement constant et son appui soutenu à la microfinance et à la finance inclusive.

Madame, votre intérêt et votre soutien pour l'action du gouvernement, du secteur privé et de la société civile en matière de microfinance sont connus au-delà des frontières du Grand-Duché. Ils sont d'un très grand réconfort pour nous tous, acteurs de la microfinance au quotidien, surtout par les temps qui courent. Je comprends que c'est précisément dans cet esprit que vous avez décidé de vous porter signataire de l'« Appel de Paris » lancé par Convergences en mai de cette année.

L' « Appel de Paris » vise juste en dénonçant les pratiques guidées par la seule maximisation des bénéfices et en mettant à nouveau l'accent sur les indicateurs de qualité en microfinance, notamment :

- le rôle de la microfinance comme outil de développement et de promotion économique et sociale des femmes dans les pays en développement,
- le double objectif de long terme d'impact social et de viabilité financière,
- les codes de conduites et les labels de qualité,
- la réalisation d'études d'impact et la diffusion des bonnes pratiques,
- l'innovation et la diversification.

Je vous remercie.